



1^{ères} rencontres parlementaires européennes sur l'alimentation et la santé

Lutter contre l'obésité : promouvoir une alimentation équilibrée et encourager l'activité physique



Le jeudi 18 octobre 2007 se tiendront au Parlement européen les 1^{ères} rencontres parlementaires européennes sur la lutte contre l'obésité présidées par Frédérique Ries, membre du Parlement Européen, auteur du rapport parlementaire « *Promouvoir une alimentation saine et l'activité physique : une dimension européenne pour la prévention des surcharges pondérales, de l'obésité et des maladies chroniques* ».

PREVENIR

[9H30 - Table ronde 1 : Prévenir l'obésité par l'éducation, l'activité physique et l'information du consommateur](#)

[11H00 - Table ronde 2 : Encourager une alimentation équilibrée par une diversification des choix](#)

SOIGNER

[14H30 - Table ronde 3 : Soigner](#)

[15h45 - Table ronde 4 : Réglementation et auto-régulation](#)

Les députés européens ont adopté le 1^{er} février 2007 le rapport de leur collègue belge Frédérique Ries. Ce rapport, qui plaide pour des efforts accrus en matière d'information des consommateurs et surtout d'éducation, encourage la promotion d'une alimentation saine et d'une activité physique régulière dès l'enfance. Autre objectif : reconnaître l'obésité comme une maladie chronique, éviter ainsi la stigmatisation des malades et leur assurer un accès aux soins de santé nécessaires.

PREMIER CONSTAT : DES STATISTIQUES ALARMANTES

Dans son rapport, Frédérique Ries lance un véritable cri d'alarme à propos de l'obésité. En effet, les chiffres européens sont édifiants : **38% des femmes atteintes, 27% des hommes, et plus de 5 millions d'enfants concernés par cette maladie.** Selon le commissaire européen de la santé Markos Kyprianou, **ce pourrait être la principale menace sanitaire du XXI^{ème} siècle.**

Chiffres clés 2006

Monde

400 millions d'obèses
1,6 milliard de personnes en surpoids


Europe

Près de 22 millions d'enfants européens souffrent de surcharge pondérale, 5 millions d'obésité.

7% du budget européen de la santé : un coût supérieur à celui lié aux maladies du tabac.


Ce fléau frappe inégalement. Les personnes vivant dans la pauvreté sont les plus touchées. Les femmes sont également davantage enclines aux prises de poids suite aux grossesses et à la ménopause ; leurs emplois du temps, souvent chargés, ne permettent pas d'intégrer une activité sportive.

Il existe également des disparités géographiques entre le Nord de l'Europe où les statistiques relèvent 10 à 20% des enfants touchés par l'obésité et le Sud de l'Europe et le Royaume-Uni où ce pourcentage atteint 20 à 35%.




Parallèlement, on constate une diminution de la consommation de fruits et légumes en Europe. Diminution en partie due à la hausse du prix des produits frais mais aussi au changement au cours du XXème siècle de nos habitudes alimentaires. De produits issus du terroir, nous sommes passés à une alimentation très riche en produits transformés.

LA PREVENTION PAR L'ÉDUCATION ALIMENTAIRE ET L'ACTIVITÉ PHYSIQUE



Afin de stopper l'épidémie, il est impératif de porter une attention particulière dès l'enfance, période où les habitudes alimentaires sont prises. Les parents et les directeurs d'écoles doivent donc être des cibles prioritaires pour les gouvernements dans leurs actions pédagogiques : développement du goût, promotion de l'activité physique et d'un mode de vie sain.


L'école est le lieu où les enfants passent le plus clair de leur temps. Le Parlement européen souhaite que les 27 Etats Membres allouent les crédits nécessaires pour répondre à des normes nutritionnelles élevées : repas composés de fruits et légumes frais, bio ou régionaux et réduction des aliments gras et additifs servis dans les cantines.



L'activité physique doit également trouver une place pleine et entière dans la scolarité des enfants. Les écoles devront donc planifier des activités quotidiennes et lutter contre la diminution du temps consacré à l'éducation physique. Le Parlement européen conseille de promouvoir des modes de déplacement sains mais aussi des exercices en entreprise (minimum quotidien de 30 minutes). Pour leur part, les maires sont invités à favoriser la mobilité dans leur ville; tels les déplacements en vélo et la marche à pied.

L'OBESITE : VERS UNE RECONNAISSANCE COMME MALADIE CHRONIQUE


L'approche scientifique et médicale a permis d'avancer sur les facteurs psychologiques et physiologiques déclenchants. Selon Marie-Laure Frelut, pédiatre à l'hôpital de Saint-Vincent-de-Paul de Paris, il y aurait environ 30% de facteurs génétiques et 70% de causes environnementales dans le processus de prise de poids.



De nombreuses avancées ont été réalisées mais toutes ne sont pas encore prises en compte dans les politiques. Si le monde scientifique a démontré l'impact négatif des acides gras trans artificiels sur la santé humaine, seuls quelques pays comme le Canada ou le Danemark ont pris l'initiative de les supprimer de l'alimentation.


L'obésité, notamment en cas d'excès de graisse abdominale, favorise de nombreuses maladies graves dont les pathologies cardiaques, le diabète gras et l'hypertension. L'obésité peut aussi favoriser certaines formes de cancer.

Les programmes de recherche ont permis de mieux appréhender la maladie et ses conséquences. La découverte de nouveaux médicaments suscite de nombreux espoirs. Récemment, la Belgique a décidé de rembourser la pose d'anneaux gastriques dans les cas d'obésité morbide.




Frédérique Ries souhaiterait que **l'obésité soit reconnue comme une maladie chronique** afin d'éviter la stigmatisation des personnes obèses et de favoriser la mise en place de traitements appropriés. A ce titre, le personnel médical devra être davantage sensibilisé à la détection des personnes à risque et à l'approche psychologique de la maladie.


« BRIDER » UN MARKETING TROP AGRESSIF ?



Le secteur publicitaire doit aussi prendre ses responsabilités car il influence aux enfants leurs goûts alimentaires en utilisant de nouvelles formes de publicité qui leurs sont destinées (SMS, jeux en ligne, parrainage d'aire de jeux, etc...), cela même si la décision finale dans l'acte d'achat incombe **aux parents**.



Une étude faite en France par l'association de consommateurs UFC Que choisir met en évidence qu'en 2006, après la mise en application de la loi sur la santé publique du 9 août 2004, la pression publicitaire restait très importante et souligne que plus de **89% des spots publicitaires concernaient des produits non équilibrés.**




Contraindre ou inciter, la question reste ouverte. Certains pays taxent les publicités pour des produits trop gras ou trop sucrés. D'autres, comme le Royaume-Uni, la Finlande et la Suède ont contraint les distributeurs à un étiquetage plus sévère de certains produits alimentaires. L'Union européenne a quant à elle opté en mai 2007, lors de la révision de la directive Télévisions Sans Frontières, pour une restriction des publicités destinées aux enfants (alimentation à haute teneur en graisses, sel ou sucres) soumise à un code de conduite volontaire.


POUR UN ENGAGEMENT FERME DES ENTREPRISES, DE L'EUROPE ET DES ETATS MEMBRES.

Frédérique Ries demande que l'Union européenne prenne toute sa part dans la lutte contre l'obésité. Les outils communautaires existent, il suffit de les réorienter: activer les fonds structurels pour couper le lien entre pauvreté et obésité et créer des mécanismes au sein de la Politique Agricole Commune visant à faire baisser le prix des produits laitiers et celui des fruits et légumes.


Elle est aussi d'avis que les actions qui donnent des résultats dans une région, dans un Etat membre doivent trouver leur prolongement au plan européen et être financées en conséquence.



La résolution du problème passe inévitablement par une coopération accrue de tous les acteurs concernés. A l'évidence, les secteurs de l'agro-alimentaire et de la grande distribution ont un rôle prioritaire à jouer afin de modifier certaines habitudes alimentaires et répondre à la demande des consommateurs pour des produits sains, variés et bon marché.



Pas un jour ne passe sans que la presse ne se penche sur le problème de surpoids: recherches pharmaceutiques, débats sur la "malbouffe", réduction du temps consacré aux activités physiques, diktat de l'image et arrogance publicitaire, discriminations professionnelles et sociales, contagion sociale (une personne obèse a 57% de chances de voir un de ses amis devenir obèse et 70% lorsqu'il s'agit une personne du même sexe), maladies cardio-vasculaires et poids économique (en moyenne 7% des budgets nationaux de santé).



Il devient urgent de réagir et **ce colloque a pour but de dresser un état des lieux, d'éclairer certaines solutions existantes et efficaces, et de débattre sur les initiatives et réglementations à mettre en place au niveau européen.**

Initiatives de la Commission européenne

- Mars 2005 : lancement d'une plateforme européenne relative à l'alimentation, l'activité physique et à la santé
- Novembre 2006 : création d'une Charte européenne sur la lutte contre l'obésité visant à endiguer l'épidémie
- Mai 2007 : rédaction d'un livre blanc sur la stratégie européenne pour les problèmes liés à la nutrition, la surcharge pondérale et l'obésité.

Les partenaires

Abbott, Bunge, CIAA, Quick, Sanofi Aventis, Sodexo

Relations Presse

Actus – Coralie Vogt – + 33 1 53 67 35 79 – cvogt@actus.fr

Actus – Jeanne Guicquero – + 33 1 53 67 35 81 – jguicquero@actus.fr